

2024-058

DEPARTEMENT DE  
L'AUDE

ARRONDISSEMENT  
DE NARBONNE

DOMAINE :  
FONCTION PUBLIQUE

SOUS-DOMAINE  
PERSONNEL  
CONTRACTUEL

Nombre de Conseillers  
En exercice : 14  
Présents : 08  
Votants : 11

OBJET :  
Personnel communal :  
Création d'un emploi  
permanent pris en  
application de l'article  
L.332-8 7° du Code  
Général de la Fonction  
Publique

CONVOCAION C.M. :  
10/12/2024



Envoyé en préfecture le 19/12/2024

Reçu en préfecture le 19/12/2024

Publié le 19/12/2024

ID : 011-211100243-20241217-DELIB2024058-DE



REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

**COMMUNE DE BAGES**  
**Délibération n° 02**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du Conseil Municipal du 17 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept décembre

Le Conseil Municipal de la commune de BAGES (Aude)

Légalement convoqué, s'est rassemblé au foyer municipal de Prat de Cest, commune de BAGES (Aude), sous la Présidence de Monsieur Jean-Louis RIO, Maire de BAGES (Aude).

**PRÉSENTS :** Jean-Louis RIO, Catherine ROI, Henri BASTIDE, Emilie EVEILLECHIEN, Stéfan FROWEIN, Henri BUSTO, Charles REALES, Claudine BOUFFET.

Formant la majorité des membres en exercice.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Frédéric BOU, Sandrine SERRE, Cécile JASSIN, Marie-Claude BUSTO, Marie-Josée BOUNOURE, Philippe CARRERA.

**PROCURATIONS :** Sandrine SERRE à Jean-Louis RIO, Cécile JASSIN à Catherine ROI, Philippe CARRERA à Henri BASTIDE.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Catherine ROI  
Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment l'article L.332-8 7 ;

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré,

**DÉCIDE**

La création à partir du 01 janvier 2025 d'un emploi permanent de secrétaire général de mairie relevant des catégories hiérarchiques A et B dans les grades d'attaché territorial, rédacteur, rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe et rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximum de 3 ans compte tenu de l'application de l'article 332-8 7° du CGFP.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Si, à l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent est reconduit, il l'est pour une durée indéterminée.

L'agent devra justifier d'une expérience significative sur un emploi dans le même domaine. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie A ou B, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement d'un agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels, conformément aux articles 2-2 à 2-10 du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2025.

La présente délibération sera :

- Transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Narbonne au titre du contrôle de légalité,
- Transmise au Centre de Gestion de l'Aude
- Publiée et affichée en mairie conformément aux règlements en vigueur.

**AFFICHAGE DE LA  
CONVOCAION C.M :**  
10/12/2024

**LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOIX**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Pour copie certifiée conforme

**CERTIFIÉE**

**EXECUTOIRE**

**PAR RECEPTION EN**

**S/PREFECTURE LE :**

19/12/2024

**PAR PUBLICATION**

**LE : 19/12/2024**

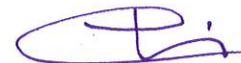
Jean-Louis RIO



Maire de BAGES



Catherine ROI



Secrétaire de séance

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication,
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens », accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)